

Contre la métropole et son monde : la biorégion

Guillaume Faburel et Maële Giard (Université Lyon 2, UMR Triangle)

De quelques effets territoriaux socio-écologiques de la métropolisation

En créant treize puis vingt-deux Métropoles, la France a entériné un mouvement de métropolisation des territoires, avec Lyon comme parangon pour ceux et celles défendant un tel projet. Mais, quel est ce projet ? L'avènement des territoires métropolitains signe un stade particulier de l'histoire des grandes villes : une réorganisation des filières économiques (financières, servicielles et culturelles), et ce dans un contexte marqué par un capitalisme globalisé, avec pour autre effet de convertir les politiques urbaines aux logiques de firme entrepreneuriale. Nous y assistons par exemple à la concentration d'emplois dits de « haut niveau », que l'INSEE qualifie de « métropolitains » : conception-recherche et prestations intellectuelles, commerce interentreprises et gestion managériale, culture et loisirs.

Pour ce faire, des politiques particulières d'urbanisme et d'aménagement se sont développées, dans toutes les métropoles françaises, suivant en cela plusieurs cas étrangers que la littérature spécialisée présente comme les exemples à suivre, depuis New York, Londres ou Barcelone, jusqu'à plus récemment Berlin, Rotterdam ou encore San Francisco. Plusieurs attracteurs interviennent systématiquement : centres et palais des congrès, grands stades et équipements hôteliers de haut standing... pour la *world-class city* ; musées et grandes salles de spectacle, patrimoines classés... pour l'événementiel et son profit culturel ; universités et centres de recherche de la *world class university* et leurs talents, *clusters* et grappes d'innovation technologique... pour la recherche-développement (le plus souvent dans les Nanotechnologies, Biotechnologies, Informatique et sciences Cognitives)...

Nous assistons ainsi partout à une réhabilitation des patrimoines historiques centraux (avec quelques ventes à la découpe), aux chantiers de la rénovation urbaine (avec dissémination des classes populaires), ainsi qu'au développement de grands équipements pour les rendements recherchés (transport et sports, commerce et culture...). Nous y constatons la multiplication des événements ludiques et festifs (et la diffusion du *gaming*), des « folies » architecturales et de leurs gestes starifiés, ainsi qu'à des politiques de marque urbaine avec *naming* et *branding*. Nous remarquons une sécurisation croissante des espaces publics par la surveillance amplifiée, l'édification de résidences fermées comme espaces d'habitat, l'organisation des conduites par l'internet des objets. Et la végétalisation des espaces centraux et nouveaux quartiers dits écologiques, le réaménagement des grands parcs multi-fonctionnels (modèle Central Park), la renaturation des berges et l'apparition des fermes urbaines... deviennent priorité de l'action territoriale (Paquot, 2015, rééd. 2019).

Selon ces desseins communs, la ville métropolisée serait donc, plus que jamais, notre cadre... commun, paré de toutes les vertus face aux crises de ce jour, singulièrement écologiques. « [...] la lumière s'est déplacée vers la métropole. C'est elle qui est en première place pour la révolution numérique et écologique, et qui offre plus de possibilités, de découvertes, de rencontres, d'aléatoire, où les liens entre le numérique et les rencontres physiques sont quasi immédiats » (Jean Viard, sociologue et député LREM, mai 2019).



Prométhée en culotte courte

Or, à l'exemple des exclusions sociales par la gentrification (Chabrol, Collet, Giroud, Launay, Rousseau, Ter Minassian, 2016) que certains n'hésitent pas à qualifier d'expulsion (Sassen, 2014), certaines conséquences négatives de la métropolisation sont également largement documentées. A Lyon Bordeaux et Toulouse par exemple, le prix des appartements anciens a augmenté de 203 % depuis 2000, non sans effet sur la structure sociale de la population puisque, à Bordeaux notamment, le nombre de cadres ou entrepreneurs croît de 1% par an en moyenne depuis 10 ans, pour dépasser ce jour les 40 %. A Paris, le prix moyen du M2 vient de dépasser 10 000 euros. De même, dans le registre écologique, le fait urbain mondialisé est responsable de 80 % des émissions de gaz à effet de serre.



Cagacemento, Nemo's, Milan, 2010

Surtout, l'emballage métropolitain oppresse et fatigue, sature et asphyxie de plus en plus de personnes. Un sentiment d'accélération sans frein des rythmes par la fonctionnalisation des lieux se développe. Une impression d'étouffement grandit par le surpeuplement et la colonisation de l'ensemble des espaces-temps du quotidien. Une sensation de suffocation croît face à l'altération écologique rapide des milieux de vie (ex : fournaies urbaines des épisodes caniculaires)... Tout ceci sans même compter des croyances de plus en plus manifestes d'une relégation politique, notamment chez les plus précaires, qu'ils et elles vivent dedans ou en dehors des grandes villes (fameux débat sur la « France périphérique » et ses gilets jaunes).

La grande ville devenue progressivement métropole ces trente dernières années n'est plus un milieu propice à l'accueil et au bien-être, à l'émancipation et à la dignité (mais l'a-t-elle véritablement jamais été ?) ?



“Urban BarCode” à Hong-Kong (Photos de Manuel Irritier)

L’indice peut-être à ce jour le plus parlant de cette réalité est à trouver dans le champ des résistances et alternatives proposées.

Des résistances organisées et des débranchements remarquables

Personne ne peut ignorer, suivant en cela également une littérature croissante (Collectif Villes rebelles, 2014 ; Harvey, 2015), la vitalité remarquable des résistances urbaines : luttes contre la gentrification à Lisbonne ou Marseille, marches anti-touristes à Venise ou Barcelone, mouvement à Berlin pour le gel des loyers et contre les grands bailleurs privés, pour le « droit à la ville » à Madrid ou à Genève... A Lyon, les cas également se multiplient, historiquement dans les 1^{er} et 7^{ème} arrondissements (Les Pentes et Mazargan), mais dorénavant aussi dans le 2^{ème} et le 3^{ème} arrondissement, contre par exemple la dite rénovation du quartier Part Dieu.

De même, des actions d’entraide et de solidarités se répandent comme autant d’herbes folles dans les villes : disco soupes et bricothèques, recycleries et ateliers de réparation, potagers partagés et boutiques solidaires, gratiférias et systèmes d’échanges locaux... Sans compter la multiplication des Fablabs (12 ont été créés à Lyon sur les 6 dernières années), avec le mot d’ordre du *Do It Yourself* et ses véhicules techniques (ex : *Civic Tech*), même s’il faut être très vigilant·e sur cette économie dite collaborative et son urbanisme transitoire (cf. gentrification provoquée par la réoccupation de friches urbaines).

Enfin, il s’agit de la désobéissance civile qui gagne depuis peu les causes écologiques depuis les grandes villes, singulièrement au sein des jeunes générations pourtant a priori bien intégrées dans les manières de vivre de la modernité, avec des mouvements de plus en plus visibles dans leur dénonciation de l’*hubris* consumériste des métropoles phares (cf. *Extinction Rebellion* et surtout *Deep Green Resistance*).

Plus encore, fait non moins remarquable, ce foisonnement évoqué se déploie de plus en plus aux confins voire en dehors des grandes villes. Si de nouveau des résistances s’opposent aux grands équipements souvent localisés dans les hinterlands métropolitains, dans le même temps, les modes de vie tendent de plus en plus clairement non seulement à évoluer sous la pression de questionnements relatifs au vivant (alimentation et énergie, logement et déplacements...) mais également à se délocaliser. Et, ce mouvement se nourrit abondamment des sensations et sentiments contrariés évoqués précédemment.



Playmobil chute à Notre Dame des Landes

En fait, des lisières aux marges périphériques, des campagnes reculées aux petits bourgs dits dévitalisés, de plus en plus de personnes préfèrent certes transformer pratiquement et directement leur réel, mais, pour ce faire, décident de s'éloigner des grandes villes en vue de faire autrement, et différemment : autoconstruction et habitat autogéré, permaculture et circuits courts alimentaires, jardins collectifs et potagers communautaires, fermes sociales et monnaies complémentaires, ressourceries et centrales villageoises, coopératives intégrales et communautés existentielles, éco-hameaux et éco-villages...

Or, loin d'une montée des égoïsmes individuels que traduirait un « néolocalisme », ce mouvement, que nombre d'institutions publiques s'attachent dorénavant aussi à renseigner (cf. ADEME¹), témoigne certes d'une multitude sociale (des précaires solitaires aux cadres surmenés) mais plus encore de plusieurs « communs » (Faburel 2018, rééd. 2019) : d'autres rapports aux lieux (l'*habiter* comme considération du vivant et soin de la terre), d'autres valeurs et principes (la tempérance et le ménagement des milieux) et d'autres formes d'agir dans les territoires (la coopération, l'autonomisation productive et plus largement encore des pratiques d'autogestion).

Toutefois, à l'échelle dorénavant impliquée par les modes de vie métropolitains, quelle serait la géographie alter-métropolitaine voire post-urbaine qui pourrait se dessiner sur la base de tels communs ? Si l'autonomie alimentaire de Lyon est de 5 jours (et qu'il conviendrait de libérer de 2 500 à 5 000 m² de pleine terre par habitant pour y prétendre). Quels seraient les territoires pertinents pour réellement changer de trajectoire socio-écologique. Les propositions du mouvement des territorialistes² ouvrent des voies stimulantes, particulièrement par la notion de biorégion.

La biorégion comme véritable communauté de vie et d'engagement

Apparu en Italie puis en France en associant étroitement habitant·e·s et militant·e·s, chercheurs·ses et praticien·ne·s³, le mouvement des territorialistes considère qu'il y a, du fait de la métropolisation décrite et de ses effets socio-écologiques, nécessité vitale de penser l'équilibre fondamental entre milieux et formes de vie. L'urbanisation de la planète « *est catastrophique par la mutation anthropologique qu'elle produit. Plus encore, elle est éco-catastrophique par ses effets sur le climat, sur la consommation de sol fertile et sur les*

¹ <http://ademe.innovationsociale.org/>

² <https://www.reseau-territorialistes.fr/>

³ Cf. *Premières journées du Réseau francophone des territorialistes*, en mars 2016 à Lyon

écosystèmes. » (Magnaghi, 2014, p. 13). Pour ce faire, il faut repenser l'équilibre entre besoins et maintien des ressources, dans leur diversité biologique et sociale, selon leurs particularités paysagères et agricoles, tout ceci en tenant compte des héritages patrimoniaux et culturels des situations territoriales.

Dans ce but, la quête du ménagement (et non de l'aménagement) est bien recherchée. Elle doit, plus encore, à l'instar des trois communs habiter/coopérer/autogérer de l'alternative métropolitaine, être assurée grâce à l'auto-détermination des règles communes et l'autogestion des ressources locales par les communautés (à l'exemple des anciens communaux cf. Zask, 2016). Ceci milite très directement pour la construction d'autres formes et cadres démocratiques d'expression politique, d'autres organisations de ce qui fait puissance d'agir en chacun.e. Non en poursuivant l'hyper-concentration urbaine et le centralisme des politiques métropolitaines, mais en affirmant l'importance des petites unités humaines (des quartiers aux communes).

Mais, comment articuler dans un contre-projet crédible à l'œuvre économique-politique de métropolisation le foisonnement relayé des mobilisations associatives et des expériences coopératives, des initiatives habitantes et des collectifs plus ou moins organisés de l'alternative, ainsi que la réaffirmation du pouvoir émancipateur de la commune. C'est ici que la notion de biorégion intervient.

Le terme de biorégion est défini pour la première fois dans l'article « *Reinhabiting California* » en 1977, dans la revue *The Ecologist* par Peter Berg et Raymond Dasmann. La biorégion est alors très proche de l'écologie profonde. Elle serait une « *région gouvernée par la nature* » (Sale, 1985), et se fonde sur un principe de réciprocité et d'harmonie entre l'espèce humaine et la nature. C'est aussi en Amérique du Nord que la première réalisation concrète d'une expérience biroégionaliste est fondée : Cascadia. Cette dernière s'étend de l'Alaska à San Francisco et englobe donc les États de l'Ouest du Canada et des États-Unis. Comme approche organique du territoire, elle repose sur les limites morphologiques des bassins versants et d'une unité socio-culturelle provenant de la culture amérindienne.

La biorégion correspond ainsi à un territoire dont les limites ne sont pas définies par des frontières administratives, mais par les espaces des communautés biotiques et humaines, ainsi que la fragilité de leurs écosystèmes de vie. Elle permet alors de repenser la géographie de l'action, particulièrement à l'ère/aire du changement d'échelle de la massification urbaine, entériné par l'extension des périmètres d'action métropolitaine. Contrairement à la croissance et à l'extension sans cesse vantées, cette géographie part non seulement des fonctionnements socio-écologiques mais également des règles de coexistence ayant pu, historiquement, en découler. La biorégion compose ainsi certes une forme spatiale et des esthétiques paysagères singulières (celles des espaces ouverts et de la polyculture, par exemple), mais plus encore se compose d'expériences pratiques communes à l'échelle de bassins de vie⁴ ou encore de « pays géographiques »⁵, et, dans le prolongement, d'un imaginaire créatif (celui de l'autonomie par exemple), avec des formes politiques renouvelées (ex : autogouvernement).

Dès lors, non seulement « *L'urbanisme ne résiste pas à la biorégion urbaine, il s'écologise, récuse les impératifs énergivores du productivisme et la hiérarchisation arbitraire imposée par la technocratie...* » (Paquot, 2014). Mais surtout, il s'agit de la construction démocratique d'un polycentrisme, non pas celui fonctionnel de la (multi)polarité (qui opère un retour en force dans les débats métropolitains de l'ingénierie territoriale), mais celui confédéraliste originel du terme : petites unités humaines qui s'autogouvernent, appuyées sur des systèmes économiques locaux, des ressources énergétiques de proximité... portant une attention forte au soin

⁴ Au nombre de 1 666 en France en 2016

⁵ Il y avait 352 Pays géographiques en France en 2015

coopératif accordé aux milieux de vie. Aussi la biorégion permet-elle de penser une nouvelle culture politique, partant d'abord des espaces des alternatives socio-écologiques, donc des marges et lisières périphériques, tout cela avec une constante attention à l'intégralité du vivant dans une logique biocentrique.

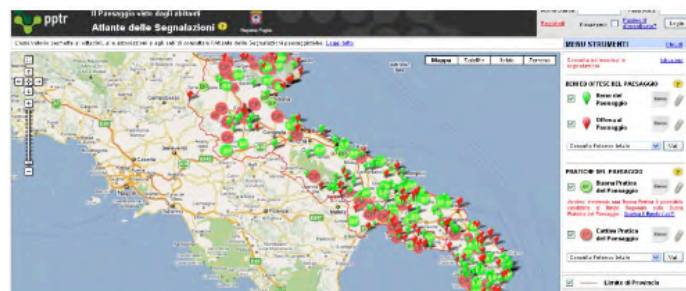
Or, « *De quoi se compose aujourd'hui ce qu'on appelle communément la politique ? D'un répertoire pathétique d'imitations d'imitations d'imitations de ce qui fut un jour, il y a des dizaines d'années, voire des siècles, de grandes inventions, de grandes instaurations d'œuvres collectives (...)* D'un côté une multitude, de l'autre, quatre ou cinq concepts. Et l'on voudrait composer le premier avec les seconds ! » (Latour, 2011, p. 41). Seules la démocratie directe et l'écologie sociale proposées dans le sillage de Bookchin (2011 et 2016) ouvrent selon nous la voie à une désurbanisation du monde par la décroissance, en réponse à l'écocide engagé par la compétition métropolitaine entre territoires (Faburel 2019, *op. cit.*) : communalisme libertaire des assemblées populaires et solidarités inter-municipales par la réorientation/relocalisation de l'économie et des principes de justice sociale et écologique. C'est déjà, dans une certaine mesure, ce qui se réalise déjà en Allemagne sur la ressource en eau, ou en Italie sur la souveraineté alimentaire.



Des cartes de communauté pour une re-construire une conscience de lieu



Le mappe di comunita' nel piano paesaggistico territoriale della Regione Puglia - Dossier en ligne: <http://www.sit.puglia.it/>



La biorégion est un véritable espoir pour penser des mondes écologistes, solidaires et cohérents. Pour penser dans ce même mouvement, par la décroissance, les modalités politiques d'une désurbanisation et de mondes post-urbains. Il ne s'agit pas d'un projet hors sol, mais au contraire de réaliser cet agencement à partir des habitants et de la communauté biotique dans son ensemble, donc de compléter le seul exercice de prospective biorégionaliste (tel celui réalisé en Ile-de-France à partir de scénarii d'effondrement par l'Institut Momentum, 2018).

C'est à ce dessein que s'emploie l'organisation française du mouvement des territorialistes, qui associe étroitement habitant·e·s et militant·e·s, chercheurs·ses et praticien·ne·s de différentes régions et de plusieurs domaines pratiques et disciplinaires (Cf. Premières journées du Réseau francophone des territorialistes, en mars 2016 à Lyon).

C'est dans ce but précis qu'une thèse vient de s'engager à l'Université Lyon 2, sur les périphéries grenobloises et leurs alternatives socio-écologiques radicales (auto- construction et alimentation, sobriété énergétique et techniques douces, démobilité et savoir-faire locaux...).